

Extrait du registre des délibérations du Conseil communal

- Présents :** Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
~~Christian Magéras, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Oubori, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoui, Arnet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux*~~ ;
Jacques De Winne, *Secrétaire du Conseil*.
- Excusé(e)s :** Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Tania Dekens, *Conseillers communaux*.

SÉANCE PUBLIQUE DU 26.11.14

#Objet : Taxes communales – Taxe sur entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution – Modification pour 2015 à 2018 inclus.#

Taxes

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Revu le règlement de la taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus ;

Considérant que les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution perturbent particulièrement la propreté et la tranquillité publiques, obligeant les forces de l'ordre et les services communaux à davantage de travail, qu'il est dès lors légitime de les faire contribuer spécialement au financement des missions de la commune ;

Considérant que pour l'ouverture d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, les documents suivants sont nécessaires: une inscription au registre de commerce ou à la Banque Carrefour des Entreprises, un permis d'urbanisme et éventuellement un permis d'environnement ;

Considérant qu'il existe une communauté d'intérêts entre le propriétaire et le locataire de tels biens et que celle-ci justifie qu'ils soient tenus solidairement au paiement de la taxe instaurée par le présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège échevinal du 17 novembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices **2015 à 2018 inclus**, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur toutes les entreprises situées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean, quelle que soit leur activité principale, qui mettent à disposition contre rétribution des appareils de télécommunication.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « appareil de télécommunication » : tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique.

Article 3

Le montant de la taxe d'ouverture est fixé à 12.000,00 EUR et est dû à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication, tels que défini à l'article 2 du présent règlement, contre rétribution. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à 500,00 EUR pour chaque agence ou filiale située sur le territoire de la commune.

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'exercice, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce. Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises et celles reprises dans les fichiers du Cadastre font foi.

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 5

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande. Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de

désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de l'imposition.

L'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des attestations requises. Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire est tenu d'en réclamer un au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

À défaut de déclaration, en cas de déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'une entreprise dont l'activité principale consiste à mettre à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8

Sont exonérées de l'impôt :

- les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991 ;
- les entreprises qui ne mettent à disposition que des ordinateurs permettant uniquement la connexion à l'internet.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base du procès-verbal tel que défini à l'article 5 du présent règlement.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 10

À défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe sur entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

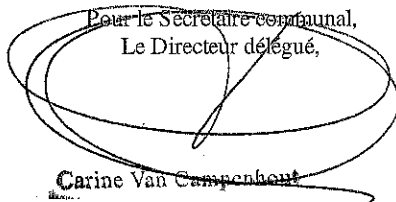
PAR LE CONSEIL :

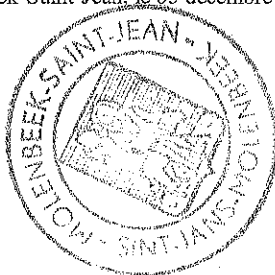
(s.) Le Secrétaire du Conseil,
Jacques De Winne

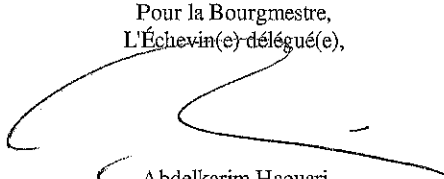
(s.) Le Président du Conseil,
Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME :
Molenbeek-Saint-Jean, le 03 décembre 2014,

PAR ORDONNANCE :

Pour le Secrétaire communal,
Le Directeur délégué,

Carine Van Campenhout



Pour la Bourgmestre,
L'Échevin(e) délégué(e),

Abdalkarim Haouari

Uittreksel uit het register van de notulen van de Gemeenteraad

- Aanwezig :** Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
~~Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tabar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Gemeenteraadsleden ;~~
Jacques De Winne, *Secretaris van de Raad*.
- Verontschuldigd :** Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Tania Dekens, *Gemeenteraadsleden*.

OPENBARE ZITTING VAN 26.11.14

#Onderwerp : Gemeentebelastingen – Belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen. #

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Herzien het reglement van de belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen;

Overwegende dat de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen in het bijzonder de openbare orde verstoren, de netheid aantasten en de ordehandhavers en gemeentelijke openbare diensten extra belasten; dat het gewettigd is om deze zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de gemeente;

Overwegende dat voor de opening van een bedrijf dat telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stelt, de volgende documenten vereist zijn: inschrijving in het handelsregister of de Kruispuntbank van Ondernemingen, een stedenbouwkundige vergunning en eventueel een milieuvergunning;

Overwegende er een belangengemeenschap bestaat tussen de eigenaar en de huurder van de goederen en dat dit het rechtvaardigt dat ze solidair zijn wat betreft de betaling van de belasting vastgesteld door huidig reglement.

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 17 november 2014;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren **2015 tot 2018 inbegrepen**, zowel een openingsbelasting als een jaarlijkse belasting geheven op al de bedrijven, gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek, welke ook hun hoofdactiviteit, die tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder "telecommunicatieapparatuur" verstaan worden: elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen.

Artikel 3

De aanslagvoet van de openingsbelasting is vastgesteld op 12.000,00 EUR en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een bedrijf die telecommunicatieapparatuur, zoals gedefinieerd in artikel 2 van huidig reglement, tegen vergoeding ter beschikking stelt. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

De aanslagvoet van de jaarlijkse belasting is vastgesteld op 500,00 EUR voor ieder agentschap of bijkantoor gelegen op het grondgebied van de gemeente.

De openingsbelasting en jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het geheel dienstjaar ongeacht de stopzetting van economische activiteit of de wijziging van uitbating in het jaar van de inkohiering.

De jaarlijkse belasting gaat in volgend op het jaar van de inkohiering van de openingsbelasting, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van huidig belastingsreglement.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De gegevens die in de Kruispuntbank van Onderneming registreert zijn en de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster, zijn rechtsgeldig.

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 5

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand zijn ertoe gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de gemeentelijke overheid. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen op

eerste verzoek van de gemeentelijke overheid.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Het gemeentebestuur stuurt naar alle bedrijven in uitbating een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde periode dient ingevuld, ondertekend en teruggestuurd te worden samen met de eensluidende afschriften van de noodzakelijke vergunningen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij gebreke van aangifte, bij onvolledigheid hiervan en bij bedrijven waarvan de conformiteit met de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt van ambtswege een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. De vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met vaststelling van opening van een bedrijf wiens hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen. De opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 6

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en schepenen krachtens artikel 119 bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7

Elke wijziging of stopzetting van economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de bedrijven die universele diensten, zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, verzekeren en die de hoedanigheid van operator kunnen rechtvaardigen in naleving van de wet van 21 maart 1991.
- de bedrijven die alleen computers ter beschikking stellen die uitsluitend een verbinding tot het internet toelaten.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht op basis van het proces-verbaal gedefinieerd in artikel 5 van huidig reglement.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels aangaande de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de wet van 24 december 1996 en het K.B. van 12 april 1999 zijn van toepassing.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het reglement van de belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

VANWEGE DE RAAD :

(get.) De Secretaris van de Raad,
Jacques De Winne

(get.) De Voorzitter van de Raad,
Michel Eylenbosch

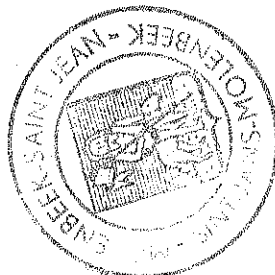
VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT :
Sint-Jans-Molenbeek, 03 december 2014,

OP LAST :

Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Directeur,

Voor de Burgemeester,
De afgevaardigde Schepenen,

Carine Van Campenhout



Abdelkarim Haoutari